

BULLETIN OFFICIEL

DE LA

BOURSE DU TRAVAIL DE NICE

Organe des Chambres Syndicales et Groupes Corporatifs Ouvriers du Département des Alpes-Maritimes

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
BOURSE DU TRAVAIL
Place Saint-François

Pour tous Renseignements
S'ADRESSER AU SECRETARIAT GÉNÉRAL

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

ADMINISTRATION ET RÉDACTION
BOURSE DU TRAVAIL
Place Saint-François

Conseil d'Administration

Samedi 28 mai courant, à 8 h. 1/2 du soir, réunion du Conseil.

LE 1^{er} MAI

Réunion générale des ouvriers syndiqués à la Bourse du Travail

Dimanche, 1^{er} mai, à 2 heures de l'après-midi, a eu lieu à la Bourse du Travail de Nice, une grande réunion ouvrière. Elle a été tenue dans la salle des assemblées générales. Le buste de la République était placé sur la cheminée, entouré de deux drapeaux.

Le bureau a été constitué ainsi : Président, *Suppo*, du syndicat des employés de commerce ; assesseurs, *Vella*, du syndicat des serruriers, et *Guardiano*, des marbriers ; secrétaire, *Corbani*, secrétaire général de la Bourse.

Abassit, conseiller municipal, est présent. Le citoyen *Suppo* remercie l'assemblée et dit :

« Nous sommes réunis ici, camarades, pour fêter le 1^{er} Mai. Cette date nous rappelle un grand effort fait par la classe ouvrière pour s'affranchir et améliorer son sort. Nous avons encore beaucoup à faire et c'est en nous réunissant souvent pour discuter nos intérêts que nous pourrions réussir à réaliser nos réformes qui nous sont dues.

Je donnerai la parole à tous ceux qui la demanderont ; mais, puisque vous m'avez fait l'honneur de me nommer président de cette assemblée, je vous engage à ne pas parler politique, car nous ferions le jeu de nos ennemis.

Soyons calmes et par là nous démontrons aux gouvernants qu'ils ont eu tort de mobiliser toute la police à cause de notre réunion.

Laissez-moi vous rappeler un mot de Victor Hugo, le grand poète qui fut aussi un grand penseur : « C'est quand on jouit de toute liberté qu'il sied de garder toute mesure. »

Après ces paroles qui sont très applaudies, la parole est donnée au citoyen *Corbani*.

Corbani dit : Le camarade président de cette réunion vient de faire allusion aux mesures de police prises à cause de cette assemblée que nous tenons. Elles sont non-seulement ridicules, mais elles constituent presque une intimidation.

Déjà, samedi, des commissaires de police nous ont convoqués dans leurs bureaux pour nous demander des renseignements sur ce que nous comptons faire et pour nous exhorter à la plus grande prudence. Et aujourd'hui, la police cerne notre Bourse du Travail comme si nous étions les pires révolutionnaires.

Tout cela ne doit pas nous empêcher de discuter nos intérêts et nous montrons que nous avons avant tout le souci de la dignité de la classe ouvrière.

La parole est donnée au citoyen *Zunino*, cordonnier.

Zunino parle à son tour en faveur du prolétariat qui souffre et qui a droit à plus de sollicitude de la part d'un gouvernement, comme celui de la France, est démocratique par principe aussi bien que par son origine.

La Question du pain

Le citoyen *Mascarelli*, électricien, monte à la tribune pour parler de la question du pain. Il est très applaudi lorsqu'il s'écrie :

— Le pain est trop cher pour des ouvriers ; il sera encore plus cher demain. Je proteste contre cet état de choses et je vous propose de voter un ordre du jour demandant aux pouvoirs publics de mettre le pain à bon marché.

Zunino réplique pour dire : C'est là une question très intéressante en effet, mais aujourd'hui, ne parlons que du 1^{er} Mai et de l'avenir du prolétariat. Laissons au Conseil d'administration de la Bourse du Travail le soin de traiter la question du pain avec la municipalité.

Mascarelli insiste pour que la question du pain soit discutée avant toute autre chose.

Le citoyen *Chapuis* monte à la tribune et

attaque le gouvernement qui, dit-il, ne fait rien pour l'ouvrier.

Suppo, président, l'interrompt pour lui dire qu'il n'a pas à faire le procès de charnement.

M. Chapuis riposte : Je crois que qui lu riers réunis chez eux pouvaient, au cre alors critiquer en toute liberté les actes de ce qui nous gouvernement. C'est ce qui se fait tout en France et notre régime l'autorise.

L'orateur déclare que, néanmoins, il ne parlera que du prolétariat. Il dit que les riches n'ont qu'une patrie, celle de leur coffre-fort.

Les travailleurs, eux, doivent s'unir sous la bannière des revendications sociales.

Abassit monte à la tribune, et, s'exprimant en niçois, dit :

« Je parlerai surtout de la question du pain, parce que c'est la plus pressante pour nous ouvriers et ensuite parce que j'ai déjà eu l'occasion de m'en occuper l'année dernière, lorsqu'une hausse comme celle d'aujourd'hui se produisit.

Oui, l'ouvrier doit avoir du pain à bon marché. Nous qui travaillons près de quinze heures par jour, qui avons des familles nombreuses, nous consommons beaucoup de pain, tandis que les bourgeois ont des aliments variés.

C'est notre indifférence et notre désunion qui nous empêchent d'aboutir. Si tous les ouvriers français versaient un franc par semaine, nous constituerions un capital formidable qui nous permettrait d'avoir le dernier mot dans toutes les grèves.

Revenant au pain, le citoyen *Abassit* dit qu'il faut provoquer une réunion générale de tous les ouvriers niçois, pour obtenir du maire de Nice l'établissement de la taxe. »

Ces paroles sont couvertes d'applaudissements.

Corbani insiste pour que ce soit le Conseil d'administration de la Bourse qui convoque tous les syndicats.

Le citoyen *Chiari* dit :

« Je ne suis pas complètement de l'avis du camarade *Corbani*. M'étant spécialement